

Exposé du conflit Arménie-Azerbaïdjan



Le 28 Septembre, le ministre des Affaires étrangères arménien, **Edouard Nalbandian**, a prononcé un discours à l'Institut d'études internationales de l'**Université de Stanford**, intitulé «*Haut-Karabakh: Existe-t-il une Solution*

Visible». Extraits :

"()... J'ai plusieurs fois souligné que le conflit du Haut-Karabakh ne peut être résolu que si l'Azerbaïdjan se débarrasse de son illusion qu'il peut obtenir des avantages unilatéraux par des moyens militaires. Il a fallu un an pour assister à la démonstration éclatante de cette réalité.

En Avril dernier, l'Azerbaïdjan a déclenché une agression planifiée de grande échelle contre le Haut-Karabakh, avec l'utilisation d'armes lourdes offensives - aviation, artillerie, lanceurs de fusées, chars d'assaut - accompagné de violations flagrantes du droit international humanitaire, comme le bombardement aveugle de zones civiles, avec mutilation des corps et des décapitations dans le plus pur style Daech. Il va sans dire que ces actions qui ont abouti à des centaines de victimes des deux côtés, ont gravement compromis le processus de négociation.

L'escalade d'Avril n'est que le dernier acte d'un long conflit. En quelques mots, je voudrais présenter l'essence du conflit pour ceux qui ne sont pas très familiers du fait, puis je vais essayer de répondre à la question principale: quelles sont les perspectives d'un règlement ?

Le Haut-Karabakh - historiquement l'une des régions de l'Arménie et ayant toujours une majorité écrasante de population arménienne, a été arbitrairement rattaché à l'Azerbaïdjan soviétique en 1921 par Joseph Staline.

70 ans ont passé, à la veille de la dissolution de l'Union soviétique, la population du Haut-Karabakh a voté lors d'un référendum pour un Etat indépendant en conformité avec la législation en vigueur alors et aux normes internationales.

Des années plus tard dans le cas du Kosovo, la Cour internationale de Justice a considéré que le droit international général ne comporte aucune interdiction applicable à des déclarations d'indépendance.

Cependant, l'Azerbaïdjan, au mépris de la loi internationale, de ses normes et principes qui stipulent de s'abstenir à recourir à la force ou la menace de recours à la force, a essayé de supprimer les aspirations de la population du Haut-Karabakh à l'autodétermination à travers des mesures coercitives. Cela a commencé avec les massacres arméniens fin des années 80 - début des années 90 dans les villes azerbaïdjanaises de Soumgaït, Kirovabad et la capitale Bakou. Beaucoup ont été tués, des centaines de milliers d'Arméniens ont été expulsés de leurs maisons. Le prix Nobel de la paix et célèbre défenseur des droits humains, Andreï Sakharov, a attiré l'attention sur la menace d'un nouveau génocide du peuple arménien, sur les pages du New York Times.

L'Azerbaïdjan a continué avec une offensive militaire de grande envergure contre le Haut-Karabakh pour commettre de nouvelles atrocités.

La résolution du Sénat américain de mai 1991 a condamné les attaques contre des enfants innocents arméniens, les femmes et les hommes dans et autour du Haut-Karabakh. Auparavant, le Congrès américain avait adopté une résolution qui stipulait que les États-Unis soutenaient les droits et les aspirations fondamentaux de la population du Haut-Karabakh. Une résolution similaire avait été adoptée par le Parlement européen.

Au cours de la guerre contre le Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan a fait appel à des mercenaires en provenance d'Afghanistan, étroitement liés à des organisations terroristes notoires. Cela a été largement rapporté dans les médias internationaux, y compris dans le Washington Post. L'utilisation aveugle de la force brutale, les massacres et le nettoyage ethnique perpétrés par l'Azerbaïdjan contre la population arménienne a été encore une autre confirmation que la lutte du peuple du Haut-Karabakh était existentielle et légitime.

Avec une phase chaude sur la fin du conflit en mai 1994, quand l'Azerbaïdjan a été obligé de négocier une trêve en raison de la faiblesse de son armée et a signé un accord de cessez-le-feu avec le Haut-Karabakh et l'Arménie. En Juillet 1994 et Février 1995, de nouveaux accords trilatéraux ont été signés sur la consolidation du cessez-le-feu. Les termes de ces accords ne sont pas limités dans le temps et sont donc en vigueur jusqu'à présent. Le document de Juillet 1994 stipule le maintien du régime de cessez-le-feu jusqu'à ce que un grand accord politique soit signé.

Toutefois, l'Azerbaïdjan enfreint régulièrement ces accords. Bakou au lieu de s'engager sérieusement dans le processus de négociation, a concentré ses

efforts sur un renforcement militaire ayant à l'esprit de pouvoir utiliser l'option militaire pour la résolution des conflits.

Ainsi, son budget militaire a atteint 4,8 milliards \$ en 2015, soit une multiplication par 30 fois depuis 2003, quand Ilham Aliev a succédé à son père en tant que chef d'Etat.

Nous avons plusieurs fois averti que s'il y a des armes à feu en jeu, elles seront utilisées, comme récemment en Avril.

L'Arménie ainsi que les médiateurs, les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE - les Etats-Unis, la France et la Russie -, s'efforcent que le conflit se règle d'une manière exclusivement pacifique. Plusieurs fois les parties étaient proches d'une résolution, mais au dernier moment l'Azerbaïdjan a fait un pas en arrière faisant dérailler le processus. Ce fut le cas à Paris en 2001, sous la présidence active du Président Chirac, mais Heydar Aliev a fait marche arrière. De même au Sommet de Kazan en 2011, sous la médiation active du président Medvedev, avec cette fois-ci c'est son fils Ilham Aliev qui a fait marche arrière.

En outre, à partir de 2009, les présidents des Etats-Unis, de la Russie et de la France ont fait cinq déclarations pour la résolution du conflit du Haut-Karabakh. Ils ont proposé un ensemble de principes de base, qui constituent un tout intégré, en tant que fondement de la future entente globale. Contrairement à l'Azerbaïdjan, l'Arménie l'a accepté comme base pour les négociations.

Les présidents des pays coprésidents ont avancé une formule assez civilisée pour le règlement - *«des bulletins de vote au lieu de balles»*. La proposition prévoit la détermination du statut juridique final du Haut-Karabakh par une expression juridiquement contraignante de la volonté de la population du Haut-Karabakh.

Le conflit du Haut-Karabakh n'est pas encore été résolu, puisque l'une des parties, à savoir l'Azerbaïdjan, n'accepte pas la totalité de cette proposition et s'efforce par tous les moyens de saper le processus de paix. La mentalité qui s'appuie sur une barbarie médiévale, démontrée à nouveau en Avril, peut difficilement accepter les approches civilisées du monde moderne.

La direction de l'Azerbaïdjan qui a adopté une position anti-arménienne agressive et xénophobe. Bakou utilise fréquemment le slogan - *"Les Arméniens du monde entier sont nos ennemis numéro un"*. L'histoire connaît de tels cas de haine ethnique, y compris dans un passé récent. Le manuel de onzième des écoles azerbaïdjanaises indique : *«les Arméniens sont les ennemis génériques des*

peuples turcs". C'est la génération élevée avec de telle propagande, qui a commis les crimes odieux pendant l'agression de 4 jours d'Avril. C'est cette génération qui a vu la glorification d'un officier azerbaïdjanais qui décapité à la hache un officier arménien dans son sommeil lors de cours de formation de l'OTAN à Budapest. Ensuite, le meurtrier a été remis à l'Azerbaïdjan où il a été proclamé 'héros national' et donné en exemple aux jeunes.

La plupart des monuments historiques, culturels et religieux arméniens ont été détruits en Azerbaïdjan, et notamment le chef-d'œuvre de l'art médiéval arménien - le cimetière de milliers de Khatchkars (Pierres-croix) à Djougha (Nakhitchevan). Les ambassadeurs américains en Azerbaïdjan se sont vus plusieurs fois refusés par les autorités de Bakou de visiter le site. Un romancier azerbaïdjanais éminent a été ostracisé et persécuté pour avoir écrit sur les massacres d'Arméniens en Azerbaïdjan et pour des appels à la réconciliation. Tous les représentants de la société civile qui ont été engagés dans des contacts interpersonnels avec des sociétés civiles du Haut-Karabakh et/ou de l'Arménie ont été mis derrière les barreaux comme «espions arméniens». La direction de l'Azerbaïdjan essaie non seulement de faire taire les voix indépendantes à l'intérieur du pays, mais également à l'étranger. Plus de cent journalistes ont été fichés sur une liste noire du ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan juste pour avoir visité le Haut-Karabakh ou écrit à ce sujet. En effet, comme le Washington Post a écrit, les dirigeants azerbaïdjanais non seulement écrasent les vies individuelles, mais tentent d'emprisonner le concept même de la liberté.

Ce n'est une surprise pour personne que cet Etat fasse partie des dix pays les plus censurés dans le monde.

S'il y a des remèdes prouvés pour le règlement des conflits, alors la préparation de la population pour la paix et non pour la guerre doit être au centre des préoccupations. Voici ce que les coprésidents répètent continuellement. Bâtir la confiance est une autre dimension importante, à nouveau fortement encouragé par les médiateurs internationaux, surtout après l'escalade d'Avril. Pour restaurer la confiance dans le processus de la résolution des conflits, des mesures doivent être prises pour empêcher l'utilisation de la force et créer les conditions propices à l'avancement du processus de paix.

Tel était le but principal des deux Sommets sur le Haut-Karabakh qui se sont tenus à Vienne en Mai dernier organisé par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et à Saint-Pétersbourg en Juin, organisé par le président russe. Tout d'abord, c'est une nécessité de mettre en œuvre ce qui a été particulièrement souligné et approuvé dans le cadre de ces sommets - la pleine adhésion aux accords trilatéraux de cessez-le-feu de 1994-1995, la création d'un mécanisme

d'enquête sur les violations du cessez-le-feu, qui peut servir aussi de mécanisme pour la prévention, et enfin l'extension de la capacité du Représentant personnel du Président de l'OSCE en exercice, qui surveille le cessez-le-feu.

Ces propositions ne sont pas nouvelles, elles ont été réitérées par les co-présidents de nombreuses fois, le Haut-Karabakh et l'Arménie ont eux accepté, l'Azerbaïdjan les a rejetées. ()... En effet, la partie qui viole le cessez-le-feu, qui rejette les mesures de renforcement de la confiance, qui refuse les propositions des médiateurs doit être stigmatisée. Sinon, l'impunité encourage la poursuite de la politique destructrice. Bakou critique les coprésidents, y compris les États-Unis pour l'islamophobie, les accusant de comploter contre l'Azerbaïdjan, surnommant les médiateurs de touristes inutiles.

()... En établissant l'indépendance des États-Unis à travers la Déclaration d'indépendance il y a 240 ans, les pères fondateurs de ce grand pays ont prouvé que rien ne peut priver les peuples de leur droit à l'indépendance. Voici ce à quoi la population du Haut-Karabakh aspire : la liberté d'organiser librement sa vie d'une manière démocratique, fondée sur le principe de l'autodétermination. Ce droit est inscrit comme le but dans la Charte des Nations Unies et dans de nombreux autres documents internationaux. La solution visible au conflit du Haut-Karabakh passe par *'les bulletins de vote et non par les balles'*.